

LES COMPAGNONS DÉPORTÉS

Comme chaque année, l'AFCL a décidé de publier un cahier spécial, apportant un éclairage particulier au thème du CNRD. Le thème de l'édition 2021-2022 du Concours national de la Résistance et de la Déportation porte sur « La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du III^e Reich (1944-1945) ». Ce thème nous a semblé trop général, embrassant trop de sujets complexes, qui n'auraient pu être traités que superficiellement dans le cadre d'un cahier séparé du Bulletin. Aussi, après avoir consulté plusieurs historiens spécialisés, le comité de rédaction a-t-il décidé de le recentrer en le consacrant au seul phénomène de la déportation, et, singulièrement, aux 42 Compagnons de la Libération qui ont été déportés.

Treize d'entre eux ne sont pas revenus ; deux sont morts des suites de leur déportation, immédiatement après leur libération. Vingt-sept sont rentrés, ont survécu et connu des fortunes diverses. Nous remercions nos amis Vladimir Trouplin, Bertrand Renouvin, Bernard Brigouleix et Jean-François Muracciole d'avoir bien voulu apporter leur concours à ce cahier.

LA DIVERSITÉ DES PARCOURS

François BROCHE

42 Compagnons ont connu l'horreur des camps

Les Hommes partis de rien : il ne faut pas se méprendre sur le sens du titre que René Cassin a donné à son passionnant témoignage sur les premiers mois de la France Libre, sous-titré : « Le réveil de la France abattue » (Plon, 1975). Partis de rien, cela ne voulait pas dire que les premiers Français libres ne venaient de nulle part, qu'ils étaient dépourvus de racines, de passé, d'idées, de désirs. Cela signifiait seulement qu'à l'image de Charles de Gaulle, chacun apparaissait « seul et démuné de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait franchir à la nage » (*Mémoires de guerre*). Ils allaient rejoindre un homme dont la plupart n'avaient jamais entendu parler, qui ne disposait ni d'un Etat, ni d'une administration, ni d'une armée, ni de ressources financières. D'aucune légalité. D'aucune légitimité. Un rebelle solitaire qui avait commis l'acte insensé de défier l'autorité d'un maréchal de France, auréolé de son prestige de « vainqueur de Verdun », dont la popularité était immense. Et, de surcroît, un rebelle allait contre la volonté majoritaire des Français de mettre fin aux combats et de s'en remettre au « chef de l'Etat français ».

Ils portaient, à la lettre, de rien, avec pour tout bagage leur foi dans le destin de la France provisoirement abattue, et, très vite, la confiance dans un homme, hier un inconnu, qui venait de « ramasser les tronçons du glaive » brisé. Ils portaient bien de « rien », mais ils venaient de partout : de tous les horizons géographiques, sociaux, culturels, politiques, religieux. Très vite, dès la première année, le Général en reconnut plusieurs centaines comme des « Compagnons de la Libération », tous conformes à cette « certaine idée de la France » qui ne cessera de le hanter : « des militaires, des ingénieurs, des médecins, des professeurs, des archéologues, des écrivains, des pêcheurs, des employés, des diplomates, des prêtres et un cardinal, une postière, des enseignants, des étudiants, des enfants¹ ».

Cet inventaire, très incomplet, donne une idée assez juste de la singulière diversité des Compagnons.

Engagés volontaires, comme tous les Français libres, ils ont partagé le sort de l'ensemble des résistants, de l'intérieur et de l'extérieur, engagés dans la lutte contre l'occupant. Ils se sont tous particulièrement « signalés, selon les termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance créant l'Ordre de la Libération, dans l'œuvre de libération de la France et de son Empire », et beaucoup ont payé un dur tribut : 320 sont morts avant la Libération et 42 ont connu l'horreur des camps de déportation : 13 y sont morts, deux n'y ont survécu que de quelques semaines, 27 en sont revenus.

Le groupe de ces 42 Compagnons (dont trois femmes) se situe au croisement de deux ensembles habituellement distingués dans l'opinion commune : les héroïques Français libres et les malheureux déportés. Leurs 42 destins différents sont aussi un bon échantillon pour réfléchir à l'extrême diversité des parcours, des engagements, des hasards, des sorts des uns et des autres, ce qui aide à se garder de penser par blocs, et donc d'idéologiser, comme tout le monde a tout le temps tendance à le faire. Avec cette option, on combine l'aventure individuelle et la réflexion sur les appartenances, les communautés de destin, les chemins ultérieurs éventuels, et donc sur le poids et la teneur des choix assumés par les uns et les autres durant cette période. Au-delà de tout ce qui pouvait les séparer, les Compagnons, comme l'ensemble des Français libres, étaient mus par deux sentiments aussi contradictoires que complémentaires : la passion et la raison. Deux fondements d'une action commune qu'aucune force au monde ne pouvait ébranler. « On était dans une aventure qui nous dépassait, rappelait Hubert Germain, le dernier Compagnon, et nous pouvions regarder le ciel ensemble, avancer sur le terrain de l'infini ensemble. » L'infini était à leur portée !

1. Pierre Accoce, « Le crépuscule », in *L'Express*, 14 juin 1985.

LA GALERIE DE LA DÉPORTATION AU MUSÉE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Vladimir TROUPLIN

Conservateur du Musée de l'Ordre de la Libération

Le musée de l'Ordre de la Libération présente dans son exposition permanente trois sections principales : la France Libre, la Résistance intérieure et la Déportation. Cette dernière section se rapporte à la déportation dite « de répression », c'est-à-dire celle qu'ont subi, dans toute l'Europe occupée par le Troisième Reich de 1940 à 1945, majoritairement les opposants au nazisme et, donc, les résistants.

Cet espace de l'exposition permanente est né dès 1970, lorsque le musée a été créé aux Invalides, nouveau siège de l'Ordre de la Libération, sur décision de son chancelier, Claude Hettier de Boislambert. Il s'est ensuite progressivement développé. Ainsi, au terme de l'exposition temporaire « Résistance – Déportation. Création dans le bruit des armes », qui s'est tenue au printemps 1980, un certain nombre de prêteurs, comme Madeleine Perrin ou Geneviève de Gaulle-Anthonioz, ont choisi de faire don d'objets personnels rapportés des camps nazis, complétant ainsi les collections sur la déportation.

Ces collections comprennent des éléments usuels (tenues d'hommes et de femmes, petits objets conservés ou souvent fabriqués clandestinement à partir de matière première trouvée au camp), des écrits (cahier de recettes, poèmes, livres de chants) et une importante collection de dessins réalisés sur place sur des supports de récupération. Ces dessins, véritables témoignages de l'univers concentrationnaire, jouant un rôle quasiment photographique pour beaucoup d'entre eux, relèvent d'une volonté de témoigner d'une réalité indicible (dessins de René Baumer à Bergen-Belsen ou de Violette Rougier Lecoq à Ravensbrück, par exemple) mais aussi de soutenir moralement ses camarades (portrait de Yves Le Tac par Gaston Quitaud, de Simone Saint-Clair par France Audoul ou dessins en pied réalisés de ses camarades du *kommando* de Holleischen par Jeannette l'Herminier). Dans les deux cas, ce mode d'expression est une lutte contre la déshumanisation intrinsèque au système concentrationnaire. Dans les deux cas également, il témoigne d'une prise de risques importants et d'une solidarité entre déportés, car il était pour ainsi dire impossible de dessiner sans la complicité de plusieurs autres déporté(e)s.

Des témoignages précieux et émouvants

La galerie de la Déportation était - et est toujours - organisée autour de la présentation des principaux camps du « Grand Reich » dans lesquels des résistants français ont été internés, à travers des focus sur des Compagnons de la Libération parmi les quarante-deux qui ont été déportés, mais aussi sur plusieurs médaillés de la Résistance.

Au moment de la refonte du musée entre 2012 et 2015, diverses questions se sont posées concernant cet espace du musée. D'abord, fallait-il le conserver ? Certains ont pu considérer en effet que quarante-deux Compagnons

déportés en regard de 300 Résistants et de 700 Français libres pouvait éventuellement justifier une réduction sinon une disparition de cette thématique. Mais plus que la question du nombre de Compagnons de la Libération déportés, c'est à la fois l'ignorance assez généralisée aujourd'hui de l'histoire de la déportation des résistants et l'absence d'un autre lieu à Paris ou en région parisienne en mesure de présenter autant d'objets et de documents sur cet aspect historique qui ont pesé. Il était également difficile de renoncer à présenter des témoignages aussi précieux et émouvants évoquant le sort de 40 000 de nos concitoyens entre 1941 et 1945.

Plus que pour les autres parties du musée, il était également essentiel de penser autrement cet espace sur différents points. D'abord en proposer une approche plus scientifique et plus pédagogique. Par exemple en renonçant aux images surdimensionnées, extrêmement violentes et décontextualisées telles qu'elles existaient en particulier dans la montée d'escalier conduisant à la galerie. Les travaux des historiens et surtout des psychologues, comme Serge Tisseron, ont démontré l'inefficacité sinon la contre-productivité de cette approche spectaculaire susceptible de profondément heurter la sensibilité du visiteur sans lui donner de clé de compréhension et aboutir à un blocage et à un refus d'aller plus loin dans la découverte du sujet. Il fallait aussi tenir compte des avancées de l'historiographie.



La galerie de la Déportation (vue d'ensemble) au MOL. © MOL

C'est pourquoi nous avons fait appel à l'historien Thomas Fontaine, spécialiste de la politique de répression du Troisième Reich¹, pour récrire avec lui cet espace dédié à la déportation de répression. Cette coopération a permis de remettre dans son contexte l'approche de cet outil répressif et économique qu'a été la déportation et d'évoquer, par exemple, en amont, la question de l'internement des résistants, préalable à toute déportation. Enfin, plus récemment, le musée a installé au début de la galerie une carte animée « Les camps nazis 1933-1945 » permettant en quelques minutes de retracer l'histoire de ces camps de leur naissance à leur disparition en montrant leur étendue géographique dans le Reich et au-delà, ainsi que les différences de nature entre la déportation de répression touchant les résistants et la déportation raciale touchant les Juifs. C'est dans ce même esprit que le musée a conçu récemment avec, le Mémorial de la Shoah, un atelier pédagogique pour les scolaires du premier et second degré intitulé « Les Déportations. Histoire et mémoires ».



La tenue du déporté : un uniforme rayé destiné à lui enlever toute dignité avant sa « rééducation » ou son extermination. © MOL

1. Thomas Fontaine a soutenu en mars 2013 une thèse de doctorat dirigée par Denis Peschanski, intitulée *Déporter. Politiques de déportation et répression en France occupée, 1940-1944*. Il a coordonné le *Livre-Mémorial des déportés arrêtés par mesure de répression* édité en 2004 par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et dirigé celui des cheminots victimes de la répression publié en 2017 aux éditions Perrin-SNCF. Plusieurs fois commissaire d'exposition, du Mémorial des martyrs de la Déportation à l'Île de la Cité, de celle des fusillés du Mont-Valérien ou du Mémorial du camp de Rivesaltes, il est aujourd'hui le directeur du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- Antelme, *L'Espèce humaine*, Gallimard, 1994
 Arendt, Hannah, *Auschwitz et Jérusalem*, Presses Pocket, 1993
 Decorp, G., *Des camps au génocide*, Presses universitaires de Grenoble, 1995
 Lee, Adeline, *Les Français de Mauthausen*, Tallandier, 2021
 Orłowski, Dominique (sous la direction de), *Buchenwald par ses témoins, histoire et dictionnaire du camp et de ses kommandos*, Belin, 2014
 Rousset, David, *Les Jours de notre mort*, Poche 10/18, 1974 ; *L'Univers concentrationnaire*, Editions de Minuit, 1989 ;
 Sofsky, W., *L'Organisation de la terreur*, Calmann-Lévy, 1998
 Wieviorka, Annette, *Auschwitz expliqué à ma fille*, Seuil, 1999 ; *L'Ère du témoin*, Hachette, Pluriel, 2002 ; *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Hachette, Pluriel, 2003 ; *Auschwitz, 60 ans après*, Robert Laffont, 2005, également publié sous le titre *Auschwitz, la mémoire d'un lieu*, Hachette, « Pluriel », 2006

TÉMOIGNAGES

- Bonifas (A.), *Détenu 20801 dans les bagnes nazis*, FNDIRP, 1999
 De Gaulle Anthonioz (G.), *La Traversée de la nuit*, Le Seuil, Paris, 1998
 Delbo (Ch.), *Aucun de nous ne reviendra*, Editions Gonthier, 2005
 Fillaire (B.), *Jusqu'au bout de la résistance*, Stock, Paris, 1997
 Fontaine (Th.), *Déportations et génocide, l'impossible oubli*, FNDIRP – Tallandier, 2009.
 Kogon (E.), *L'Enfer organisé. Le système des camps de concentration*. Traduit de l'allemand. La Jeune Parque. Paris. 1947.
 Lemiere Maurice, *Retour de Buchenwald*, Edition Corlet, Condé-sur-Noireau, 1980,
 Mialet Jean, *Le déporté, la haine et le pardon*, Fayard, 1990
 Michel Jean, *Dora*, J.-C. Lattès, 1975
 Rousset David, *Les jours de notre mort*, Hachette, Paris, 2012
 Saint-Clair Simone, *Ravensbrück, l'enfer des femmes*, Fayard, 1945
 Saint-Macary Pierre, *Mauthausen, percer l'oubli*, L'Harmattan, 2004
 Sanguedolce Joseph, *La résistance à Dachau-Allach contre la mort programmée*, Editions Médiris Productions, Lyon, 2003
 Wormser-Migot (O.), *Le système concentrationnaire nazi*. PUF, 1968 ; *Le retour des déportés*. Editions Complexe, 1985.

FILMOGRAPHIE

- Resnais (A.), *Nuit et brouillard*, 1956
 Rotman (P.), *Les Survivants*, 2005 (avec un livre tiré du film paru aux éditions Panama)
 Lanzmann, (Cl.) *Shoah*, 1985

CEUX QUI NE SONT PAS REVENUS

par Bertrand RENOUVIN

Le simple récit de la vie et de la mort de chacun des Compagnons qui ne sont pas revenus de la Déportation devrait suffire à l'éducation des jeunes générations. L'essentiel échapperait cependant.

Jusqu'à la porte du camp, leur itinéraire personnel et leurs actions dans la Résistance sont intelligibles et imaginables grâce aux témoignages publiés, à quelques films véridiques et au travail accompli par les historiens. La vie et la mort des Déportés fait l'objet du même souci mémoriel et historique mais les récits laissent dans la nuit l'immense part de l'indicible et de l'intransmissible. Simone Veil disait que *Nuit et Brouillard* était un film "esthétique". Le philosophe Vladimir Jankélévitch nous demandait d'écouter le silence des rescapés. La plupart des livres écrits par des déportés sont d'admirables œuvres littéraires mais c'est plutôt dans les modestes souvenirs rédigés au fil de la plume ou évoqués dans une conversation que l'on saisit comme un éclat de vérité.

Les lieux mêmes ne parlent pas aux visiteurs - sauf dans les instants de recueillement qui réunissent les derniers survivants, leurs enfants et petits-enfants. Les camps ont été arrangés, aménagés, muséifiés. Ainsi le château de Hartheim, où Pierre Arrighi fut gazé. Ainsi le camp central de Mauthausen : le *Revier*¹ où mourut Jacques Renouvin a disparu, remplacé par une verte prairie. Ou encore le Struthof, où fut enfermé Henri Chas, avant qu'il soit transféré à Dachau puis à Neuengamme. Les hurlements, la boue, la fumée du crématoire, appartiennent à un passé qui ne laisse aucune trace. Nul ne connaîtra le froid de ce temps-là, ni la même pluie sur l'Allemagne et l'Autriche.

Cette part d'indicible et d'intransmissible donne aux camps de la mort leur caractère sacré : on y sacrifia des hommes et beaucoup parmi eux se sacrifièrent, comme jamais dans l'histoire. Il est trop facile de dénoncer une épouvantable barbarie. Les barbares tuent massivement et rapidement pour occuper le terrain et régner en maîtres. Le système concentrationnaire nazi fut une œuvre soigneusement méditée, méthodiquement accomplie, qui visait l'anéantissement de plusieurs catégories d'êtres humains. Le nazisme est un nihilisme - tout le contraire d'une sauvagerie. C'est le produit radicalement négatif d'une civilisation qui délire au sens premier du terme, qui sort du sillon qu'elle avait tracé.

La première défaite des SS

C'est ici que la mémoire exprimée des déportés et le travail des historiens sur les archives prennent une importance décisive et nous aident à retenir pour la suite des temps tout ce qui peut l'être de l'épreuve concentrationnaire.

Le système nazi vise la déshumanisation des ennemis du Reich, en préalable à leur élimination. L'homme n'est pas seulement privé de liberté et assigné à des travaux forcés assortis de châtiments corporels. Il doit s'avilir, devenir une bête de somme destinée à piocher, à creuser, à fabriquer, sans rien ressentir d'autre que la faim et les coups, jusqu'à l'épuisement. Certains, il est vrai, sont devenus les victimes pitoyables de l'entreprise d'avilissement. D'autres ont passé des compromis inavouables. Mais la plupart sont entrés dans le camp en Résistants et y ont poursuivi leur résistance. Député de droite avant la guerre, Léonel de Moustier, déporté à Neuengamme, refuse tout traitement de faveur et meurt d'épuisement peu après la libération du camp. Simone Michel-Lévy est pendue à Flossenbürg pour avoir saboté avec deux camarades, elles aussi exécutées, la machine sur laquelle elle travaillait dans une usine de munitions. Louis Gentil est surpris en train de saboter des V1 au camp de Dora, où il mourra d'épuisement. Le général Delestraint dirige la Résistance à Dora avant d'y être exécuté sur ordre de Himmler. Jean Gosset continue d'enseigner la philosophie, même pendant les travaux de forçat, lorsqu'il est affecté au *kommando*² de Dessauer-Ufer sur le port de Hambourg.

Telle est la première défaite des SS : ils ne parviennent pas à réduire les hommes et les femmes qu'ils martyrisent en un troupeau apeuré. Dans le peuple des camps, il y en a trop qui continuent à affirmer leur personnalité, leur liberté essentielle, par un sourire, par une parole, par un menu geste qui signifient à tous et d'abord à eux-mêmes qu'ils appartiennent encore et toujours à la commune humanité.

Les actes de résistance individuelle s'inscrivent dans une résistance collective qui, malgré la volonté nazie, n'est pas coupée du monde. Tel est le second échec des SS : alors qu'ils ne cessent de fichier et de classer selon les méthodes les plus modernes, ils voudraient que les déportés aient l'impression de vivre dans un lieu sans logique ni raison, selon la volonté absolue des maîtres - et c'est le contraire qui se produit. Au lieu de se dissocier, ces êtres privés de tout, battus et toujours affamés, reconstituent dans le camp, dès lors qu'ils y sont entrés pour faits de résistance, leurs appartenances collectives. On se rassemble selon sa nationalité, qui a sa place assignée dans la hiérarchie des nations combattantes, et selon sa religion : le catholicisme pour les Français qui croient au Ciel et le communisme qui est alors une religion séculière.

1. Abréviation de *Krakenrevier* : quartier du camp réservé aux malades, auxquels l'absence de médicaments et de soins appropriés laissait peu de chances de survie.

2. Abréviation d'*Arbeitskommando* : annexe du camp de concentration principal, où les détenus encore valides sont astreints au travail forcé.

C'est au sein de ces groupes nationaux et selon les affinités religieuses que s'organise la solidarité à l'égard des plus faibles - le partage du pain - et sous de multiples formes la résistance active. On vole de la nourriture, on planque des camarades, on diffuse des informations sur l'avancée des armées alliés, on écrit des poèmes et des chansons, on met en place une organisation militaire en vue de la Libération. De la dignité sauvegardée, de la fraternité vécue, l'espérance toujours fragile ne cesse de resurgir, donnant la force d'aller jusqu'au bout du jour.

Au fil des lectures, nous parvenons à saisir avec d'infinies précautions quelques bribes de la vie de ceux - tels François Vallée, exécuté à Gross-Rosen, Guy Flavien mort d'épuisement à Buchenwald, René Tardy mort sous la torture à Berlin - qui n'ont laissé de traces que dans la mémoire de leurs camarades aujourd'hui disparus et dont la date et l'heure exacte de la mort sont inscrites sur le *Todesmeldung*, le bureaucratique rapport de décès. Les noms des suppliciés entrent dans les catégories et les statistiques des historiens qui soignent leurs fiches biographiques mais les familles et les éventuels descendants ne peuvent s'en tenir à cet indispensable recensement.

La mémoire traumatique

La plupart de ceux qui ne sont pas revenus sont des morts sans sépulture, partis dans la fumée des crématoires ou ensevelis dans les charniers. Le deuil est impossible, c'est du moins mon expérience. De manière plus ou moins consciente, on vit avec le disparu plus qu'avec tous les autres morts - et aussi longtemps que possible dans l'espoir d'une survie miraculeuse et d'un proche retour. Puis on s'aperçoit qu'on a construit sa vie pour prolonger la sienne selon des itinéraires qui peuvent paraître étranges et qu'il n'aurait sans doute pas approuvés. C'est là un sentiment qui n'est pas nécessairement partagé par tous les orphelins de déportés. Il est regrettable que les diverses manières dont ils ont vécu leur traumatisme n'ait pas attiré l'attention des psychiatres et des psychanalystes - qui leur auraient peut-être permis de mieux affronter le silence. D'ailleurs, ces mêmes *psys* auraient pu venir écouter les conjoints et les enfants de ceux qui sont revenus pour tenter de comprendre comment la mémoire traumatique du camp s'est transmise.

Il ne s'agit pas de prendre rang parmi les victimes pour recevoir notre part de compassion. Les déportés dont nous préservons la mémoire ne sont pas eux-mêmes des victimes, mais des combattants. Ils ont combattu pour que leurs enfants et leurs amis vivent loin de tout culte mortifère, et pour que vive la nation. Ce n'est pas une plainte qu'il nous faut transmettre, ni la leur, même s'ils ont gémi et hurlé, et encore moins la nôtre même si nous avons secrètement pleuré. Les enfants de la Résistance et de la Déportation, qui approchent de leur terme, doivent accomplir une tâche qui ne demande aucun courage mais une humble fidélité. Ils ont pu écouter longuement les déportés au sein de leurs amicales et dans maintes associations. Orphelins, ou non, ils ont découvert qu'ils portaient la même charge, dans la fraternité. La charge de trans-



Léonel de Moustier
(1882-1945),
mort au camp
de Neuengamme



Guy Flavien
(1920-1945),
mort d'épuisement
au camp
de Buchenwald



Simone Michel-Lévy
(1906-1945),
pendue au camp
de Flossenbürg

mettre, non la douleur inimaginable et intransmissible, mais l'histoire telle qu'elle est faite selon des méthodes rigoureuses - l'histoire contre le révisionnisme, le relativisme et les effacements insidieux.

Nous avons aussi la charge de maintenir en l'état les lieux de la Déportation. En Allemagne, en Autriche, il y a chez certaines autorités et dans la population une volonté à peine cachée de clore l'affaire après la mort du dernier déporté, de laisser se dégrader les sites les moins connus et de réaménager les principaux camps sous prétexte de faciliter les visites, de barrer certains accès pour des motifs de sécurité. Les camps centraux et les plus petits des *kommandos* sont, pour nos morts sans sépulture, et pour les morts de toutes les nations qui ont résisté à l'Allemagne nazie, des cénotaphes à ciel ouvert. De génération en génération, il faut en préserver la sacralité.



Deux Compagnons de la Libération ont été déportés au camp de Mauthausen : Pierre Arrighi et Jacques Renouvin. Ils y ont tous les deux trouvé la mort. © MOL



LAURE DIEBOLD (1915-1965)



JOËL LE TAC (1918-2005)



GUSTAVE BARLOT (1914-1998)

LES COMPAGNONS RESCAPÉS DE LA DÉPORTATION

Bernard BRIGOLEIX

Ils ne sont que vingt-sept Compagnons à être revenus, sinon indemnes, du moins vivants, de la déportation dans les camps nazis. Mais même en si petit nombre, on ne peut manquer d'être frappé par la grande diversité de tous ces destins, réunis malgré leurs évidentes différences sociales, professionnelles, politiques, religieuses, par le refus de subir, le patriotisme et le courage.

Une grande diversité, oui. Quelles chances y avait-il, par exemple, que participent à la même grande et redoutable aventure, avant d'en subir la même sanction de la déportation, Pierre Dejussieu-Pontcarral, fils de colonel et lui-même saint-cyrien, qui est déjà, en 1917, à 21 ans, aspirant, cité à l'ordre de l'Armée et décoré de la médaille militaire, et Hugues Limonti, ouvrier mécanicien chez Berliet, qui a le même âge lorsqu'il rejoint les Forces françaises libres, et qui, après maints exploits, retournera tranquillement à la mécanique jusqu'à la fin de ses jours ? Même remarque pour Laure Diebold, l'une des six femmes Compagnons de la Libération. Cette petite sténo-dactylo alsacienne a vingt-cinq ans en 1940, et, aussitôt après l'armistice, elle rejoint une organisation d'aide aux prisonniers évadés, puis le réseau Mithridate. Elle rencontre ensuite Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin, et déploie une activité clandestine inlassable jusqu'à son arrestation et sa déportation, d'où elle reviendra terriblement affaiblie.

Un engagement précoce

S'agissant de jeunesse aussi, Gustave Barlot, après s'être engagé dans l'Armée à 22 ans, et avoir été grièvement blessé durant la bataille de France, rejoint ensuite très tôt la Résistance intérieure avant d'intégrer, à Londres en 1943, le BCRA (Bureau central de renseignement et d'action). Et aussi celui de François Boquet, saint-cyrien également, qui rejoindra le réseau Cohors à la demande du BCRA avant de poursuivre, après la Libération, une belle carrière militaire. Ernest Gimpel, lui, a vingt-huit ans lorsqu'il prend contact avec le réseau de renseignement F2 en zone non-occupée, se tournera après la Libération vers une tout autre destinée professionnelle : il s'installera en Angleterre, s'y mariera et ouvrira une galerie de peinture de réputation internationale... Quant à la précocité de l'adhésion à la France Libre, Pierre Julitte, qui multipliera les exploits en France occupée, détient probablement un record : celui de s'être embarqué dès le matin du 18 juin 1940 pour l'Angleterre avec les derniers éléments de la brigade britannique à laquelle ce jeune ingénieur avait été affecté ! Il est vrai que Charles Cliquet, à Vierzon, n'a guère attendu non plus : ni pour entrer en résistance, dès l'arrivée des Allemands, le 20 juin 1940, ni pour être arrêté une première fois, en juillet... Il mourra, en 1956, des suites des mauvais traitements subis durant sa déportation à Buchenwald, et des tortures infligées auparavant par la Gestapo de Bourges.

Les politiques

Du côté de ceux qui se sont, après la guerre, orientés vers la politique, le futur ministre socialiste André Boulloche n'a que 25 ans lorsque, après avoir sans succès tenté de gagner Londres à partir d'Oran en 1940, il s'engage dans la Résistance intérieure. Le socialiste Christian Pineau, lui aussi, sera ministre à plusieurs reprises, après avoir notamment été, dans la Résistance, chargé en 1942 d'une mission peu banale : aller porter au général de Gaulle en personne l'assurance du soutien des organisations syndicales de la clandestinité et du

Comité d'action socialiste. Mission accomplie en compagnie de François Faure ; ce fils du grand historien de l'Art Elie Faure s'est engagé dans l'Armée le jour-même de ses dix-huit ans, en pleine Première Guerre mondiale, avant de rejoindre, début 1941, différents responsables de la Résistance, dont Alfred Heurtaux, as de l'aviation française de 1914-1918, autre futur Compagnon et rescapé de la déportation, puis le réseau du colonel Rémy, la Confrérie Notre-Dame Castille. Autre futur Compagnon passionné d'aviation dès la première Guerre mondiale : Gaston Vedel, qui, entré dans le réseau Brutus, recrutera beaucoup dans les milieux aéronautiques, auxquels il continuera d'appartenir avec d'éminentes fonctions après sa libération.

Pour en revenir à la politique, et à gauche toujours, Claude Bourdet, fils de l'auteur dramatique Edouard Bourdet et de la poétesse Catherine Pozzi, va fonder avec Henri Frenay et Maurice Chevance le Mouvement de libération nationale, futur mouvement Combat, avant de se lancer, la paix revenue, dans une vie militante très active, notamment à *Témoignage chrétien*. Une activité de journalisme dans laquelle se lancera également Rémy Roure, fils d'agriculteurs ardéchois qui, après des études de droit, est entré au *Temps* en 1910, puis dans la Résistance au lendemain de l'armistice ; et qui, après la guerre, sera une des grandes figures du *Monde* jusqu'en 1952, puis du *Figaro*.

A droite, Joël Le Tac, qui à 22 ans s'embarque sur un navire évacuant des troupes polonaises vers Liverpool, le 24 juin 1940, deviendra pour sa part, après une première et brillante carrière journalistique, député gaulliste de Paris, sans interruption de 1958 à 1981. Paisible notaire en Dordogne, Charles Serre, qui sera élu député MRP d'Oran en 1946, choisit lui aussi, très vite, la Résistance, et est chargé de constituer des équipes d'action dans le Sud-Ouest ; il met en place, en outre, un service de faux papiers et d'assistance aux réfractaires du STO, puis se lance dans de véritables coups de commando. Mais les mauvais traitements subis durant sa déportation à Dachau et à Neckargerach auront vite raison, là aussi, de sa santé, puis de sa vie même, en 1953. On ne saurait terminer ce tour d'horizon des orientations politiques des Compagnons déportés sans évoquer le parcours composite d'Henri Manhès, à la fois militant syndicaliste et membre des Croix-de-feu, qui a connu Jean Moulin dès 1936. Nommé délégué du Comité national français (CNF) pour la zone occupée, puis arrêté et livré par les Brigades spéciales à la police allemande, il subira vingt-sept interrogatoires sans livrer d'informations.

Policiers et gendarmes

Notons d'ailleurs la présence, parmi les Compagnons rescapés des camps nazis, de deux policiers et d'un officier de gendarmerie, qui avaient catégoriquement refusé, eux, de s'engager dans la politique de Vichy. Il s'agit de Noël Riou, simple gardien de la paix puis syndicaliste, qui sera un des pionniers de la Résistance dans la police parisienne et, après bien des aventures qui le conduiront jusqu'au camp disciplinaire de Rollwald, finira sa carrière comme directeur honoraire de la Préfecture de police ; d'Albert Lebon, qui, commissaire adjoint, organise dès sa démobilisation, en août 1940, avec quelques camarades qui refusent comme lui l'armistice et l'occupation, une unité de résistance fièrement appelée « Le Coq gaulois », laquelle, au début de l'année suivante, compte déjà une centaine de membres, chacun doté – détail qui a son importance – d'une arme de service ; et de Maurice Guillaudot, qui après avoir fait ses classes à l'École d'application de la Gendarmerie de Versailles, au terme d'une première guerre exemplaire, va lancer dès son affectation à Vannes une organisation de Résistance dont le sérieux technique, le professionnalisme, fera de nombreuses recrues. Lui-même deviendra chef départemental FFI, mais reviendra de déportation épuisé et gravement malade. Il finira sa carrière comme général de brigade. Autre militaire de carrière : l'adjudant Noël Palaud, qui avant même d'entrer dans la Résistance a réussi l'exploit, après son évasion du camp allemand de Sulbach-Rosenberg en Tchécoslovaquie



ERNEST GIMPEL (1913-1973)



PIERRE DEJUSTIEU-PONTCARRAL (1898-1984)



HUGUES LIMONTI (1921-1988)



JACQUES BRUNSHWIG-BORDIER
(1905-1977)



EDMOND DEBEAUMARCHÉ
(1906-1959)



ANDRÉ SCHOCK (1914-1973)

occupée, de regagner la France en parcourant 2.000 kilomètres en territoire ennemi. Engagé dans les FFL, au BCRA (Bureau central de renseignement et d'action), devenu un spécialiste du sabotage, il prépare notamment le « plan Tortue », destiné à paralyser les blindés allemands quand viendra le Débarquement. Mais peu avant le Jour J, il est arrêté et déporté à Dachau.

Hauts fonctionnaires

Figurent aux aussi parmi les Compagnons revenus des camps plusieurs hauts fonctionnaires civils, qui auraient pu poursuivre sous Vichy une carrière prometteuse, mais que l'appel de la liberté a poussé à résister. Ainsi de Jacques Brunshwig-Bordier, administrateur au ministère de l'Intérieur avant la guerre, et à qui Emmanuel d'Astier de la Vigerie, impressionné par ses qualités d'organisateur, va confier d'importantes responsabilités dans le mouvement Libération-Sud. Ou encore du préfet Emile Bollaert, à plusieurs reprises chef de cabinet d'Edouard Herriot, et qui, ayant refusé de prêter serment à Pétain, rejoint la Résistance à Paris, puis est intercepté en 1944 lors du naufrage de son bateau sur la côte bretonne avec Pierre Brossolette. Ce qui lui vaudra d'être déporté, d'abord à Buchenwald, puis à Dora, où il retrouvera notamment Edmond Debeaumarché, pupille de la Nation que sa mauvaise vue a contraint à renoncer à l'aviation, mais qui a prouvé son engagement et son efficacité dans l'organisation des courriers avec Londres. Ce mélange d'engagement et d'efficacité est aussi ce qui permettra à Pierre Lefaucheur, ingénieur de haut niveau mais aussi docteur en droit, d'apporter une contribution de poids à la Résistance, rejointe dès l'armistice. En 1942, il entre à l'OCM (Organisation civile et militaire), puis devient chef des FFI du département de la Seine. Après la Libération, il sera le premier PDG de la Régie nationale des usines Renault, pour dix grandes années.

Ce qui frappe aussi à considérer ce bouquet de destins, c'est de constater avec quel courage tranquille ces hommes et cette femme ont affronté une époque qui ne l'était certes pas. La multiplicité de leurs « alias » témoignerait, s'il en était besoin, des périls de la clandestinité, qui ont fini par les mener, tous, à de terribles souffrances après une arrestation souvent très mouvementée, car opérée en pleine action. La plus spectaculaire peut-être pourrait bien être celle d'André Schock, qui a joué un rôle important à Londres, au BCRA, puis dans sa Lorraine natale. C'est au cours d'une mission à Paris qu'il est arrêté le 28 janvier 1944 par la Gestapo. Tentant de s'échapper, il est blessé d'une balle de revolver et enfermé dans une voiture ; laissé seul avec le chauffeur pour une minute, il parvient malgré ses menottes à s'évader à nouveau avant d'être rattrapé par un officier allemand qui ouvre le feu, l'atteignant à six reprises. Au bord de la mort, il réussit à faire passer, grâce à un gardien de la paix censé le surveiller, un message prévenant le délégué militaire national – Compagnon de la Libération et futur président du Conseil - Maurice Bourgès-Maunoury de son arrestation imminente... Miraculeusement sauvé, mais évidemment interné, il sera finalement délivré du camp de Bergen-Belsen par les troupes britanniques.

Fin heureuse – mais à quel prix de courage et de souffrances ! – d'une de ces vingt-sept histoires dramatiques dont chacune pourrait, à elle seule, emplir les pages d'un livre, et qui ont fait, elles aussi, l'histoire de la France, et de la liberté.

*Ces morts, ces simples morts sont tout notre héritage
Leurs pauvres corps sanglants resteront indivis
Nous ne laisserons pas en friche leur image
Les vergers fleuriront sur les prés reverdis*

Pierre Emmanuel (*)

(*) Poète et résistant, Pierre Emmanuel, de l'Académie française, est, entre autres, l'auteur de *Jour de colère* (1942), *Combats avec tes défenseurs* (1942) et *La Liberté guide nos pas* (1945).

DESTINÉES DES COMPAGNONS RENTRÉS DE DÉPORTATION

Jean-François MURACCIOLE

Vingt-sept Compagnons de la Libération ont subi l'épreuve de la déportation. Ils représentent une petite partie des 1038 des Compagnons (2,6% de l'effectif) qui eux-mêmes ne forment qu'une infime minorité de l'ensemble des résistants. On conviendra qu'il est difficile de déduire d'un échantillon aussi réduit des considérations générales sur les parcours d'après-guerre. De toute évidence prévalent ici des logiques avant tout individuelles. Toutefois, il n'est pas impossible de dégager un certain nombre d'enseignements.

Observons tout d'abord une très faible présence féminine : on ne relève qu'une seule femme dans l'échantillon, Laure Diebold, l'une des secrétaires de la Délégation générale. Relevons également un âge moyen relativement élevé à l'entrée en Résistance - 36,4 ans - alors que l'âge moyen d'engagement dans les FFL s'élève à 23 ans et que celui des maquisards de 1944 tourne autour de 21 ans. Cette maturité est la conséquence des fonctions dirigeantes exercées par les Compagnons dans l'univers de la Résistance et du fait que, comme dans toutes les guerres, les chefs ont davantage été récompensés que les simples soldats ou les militants de base. L'âge élevé de ces Compagnons explique également le fait qu'une moitié d'entre eux a combattu lors de la Première Guerre mondiale, et souvent de façon remarquable, à l'image d'Alfred Heurtaux, le second « as » français de la guerre, et que pratiquement tous ont fait la campagne de France de 1940.

Le visage d'une France bourgeoise

Les milieux d'origine comme les professions d'avant-guerre dessinent, comme cela est le cas pour l'ensemble des Compagnons, le visage d'une France bourgeoise. Certes, on trouve quelques Compagnons déportés d'origine modeste : Noël Riou et Rémi Roure sont fils d'agriculteurs, André Schock provient d'un milieu ouvrier, les parents de Joël Le Tac étaient instituteurs et Pierre Limonti est né dans un foyer de petits employés. Mais la majorité d'entre eux sont issus de milieux privilégiés. On trouve ainsi quelques rejetons de la meilleure bourgeoisie intellectuelle : Emile Bollaert et Claude Bourdet sont les enfants d'un compositeur et d'un écrivain renommés alors que François Faure est le fils du grand historien de l'art Elie Faure. On trouve aussi des enfants de la grande bourgeoisie des « talents », souvent liée au service de l'État. Ainsi, André Bouulloche est le fils de Jacques Bouulloche, comme lui ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur général des Ponts et chaussées. Son grand-père paternel était conseiller à la Cour de Cassation et son frère est inspecteur des Finances. En secondes noces, Bouulloche épousa en 1959 Charlotte Pathé, fille de Charles Pathé, pionnier du cinéma et fondateur et directeur général de Pathé-Cinéma.

On trouve aussi de nombreux enfants de la bonne société militaire à l'image de François Boquet, de Pierre Dejussieu, d'Alfred Heurtaux, d'Albert Lebon ou de Christian Pineau, tous fils d'officiers. À une époque où le niveau d'études était largement déterminé par le statut social (pas plus de 7% de bacheliers au sein d'une classe d'âge en 1939), les Compagnons déportés occupent souvent eux-mêmes des positions sociales dominantes avant la guerre. On relève ainsi une belle brochette d'ingénieurs issus des meilleures écoles : André Bouulloche est polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées, Pierre Lefauchaux est diplômé de Centrale, Pierre Julitte de l'École du Génie rural et Claude Bourdet de l'École Polytechnique de Zurich, de même qu'une cohorte de saint-cyriens (François Boquet, Pierre Dejussieu, Alfred Heurtaux).



ANDRÉ BOULLOCHE
(1915-1978)



FRANÇOIS BOQUET
(1913-1987)



PIERRE LEFAUCHAUX
(1898-1955)



MARCEL FAURE (1906-1999)



PIERRE JULITTE (1910-1991)



NOËL PALAUD (1909-1985)

Au tournant de la quarantaine, beaucoup d'entre eux occupent des positions d'encadrement : Henri Manhès dans l'édition, puis dans l'industrie agro-alimentaire ; Christian Pineau dans la banque ; Gaston Vedel à l'Aéropostale, puis à Air France ; François Faure dans l'ameublement ; Rémi Roure dans le journalisme. Certains sont déjà tout en haut de la hiérarchie sociale : Émile Bollaert est préfet, Albert Lebon est commissaire de police, Alfred Heurtaux, qui fait des aller-retours entre l'armée et le monde des affaires, est un cadre de haut niveau de Ford, puis de Renault ; Pierre Lefauchaux est le patron de la Compagnie des Fours, une des principales entreprises métallurgiques françaises, tout en trouvant le temps de rédiger une thèse d'économie.

La plus forte singularité apparaît toutefois au niveau du parcours résistant des Compagnons déportés. Alors que les trois quarts des Compagnons de la Libération sont des résistants de l'extérieur, comprenons des soldats des Forces françaises libres, on n'en compte pas un seul parmi les 27 déportés. La moitié de l'effectif a combattu dans les rangs de la Résistance intérieure, certains d'entre eux n'ayant eu aucun lien avec la France Libre à l'image de Claude Bourdet (Combat, NAP, comité directeur des MUR, CAD) ou d'Albert Lebon, le fondateur du Coq gaulois, l'une des toutes premières organisations de résistance, et qui est arrêté dès janvier 1941. L'autre moitié de ces 27 Compagnons est constituée de Français libres, mais qui ont tous combattu sur le sol métropolitain en tant que membres de la Délégation générale (Emile Bollaert, Laure Diebold, Pierre Limonti, Henri Manhès) ou qu'agents du BCRA (Gustave Barlot, François Boquet, François Faure, Ernest Gimpel, Pierre Julitte, Joël Le Tac, Marcel Palaud ou André Schock). Cette relative distanciation envers la France libre n'a rien de surprenant ; elle est tout simplement la conséquence de la déportation qui renvoie à l'impitoyable répression en France occupée et non au combat des soldats des FFL, sous l'uniforme et loin du territoire métropolitain.

Les séquelles de la déportation

Les destinées d'après-guerre, à l'image de celles de l'ensemble des Compagnons, furent majoritairement placées sous le signe d'éclatantes réussites. Plusieurs réserves nuancent toutefois ce tableau.

En premier lieu, il convient d'évoquer la douloureuse question des séquelles de la déportation elle-même. Certes, la majorité des Compagnons déportés ont connu une espérance de vie largement supérieure à celle de leurs contemporains : leur âge moyen de mort s'établit à 77 ans alors que l'espérance de vie des Français nés vers 1900 est de 48 ans pour les hommes. On compte parmi ces vingt-sept Compagnons dix octogénaires (comme Barlot, Bourdet ou Le Tac) et même trois nonagénaires (Heurtaux, Pineau, Vedel). Ce paradoxe apparent s'explique par la position sociale élevée de ces Compagnons, peut-être aussi par le fait que les survivants des camps étaient des êtres dotés d'une constitution hors du commun. La prise en compte des morts en déportation donnerait un âge moyen de vie nettement plus bas. En outre, ces froids calculs ne nous disent rien des séquelles intimes et certains Compagnons ont vu leur existence abrégée par l'épreuve de la déportation : Laure Diebold décède à 50 ans, en 1965, à une époque où les femmes de sa génération vivaient en moyenne jusque vers 65 ans ; Charles Serre meurt en 1954, à l'âge de 52 ans, après avoir souffert les pires tourments dans les mines du Neckar (typhus, pneumonie, pieds gelés) ; André Schock, très grièvement blessé par balles lors de son arrestation, décède à 59 ans en 1973.

En second lieu, il convient de rappeler que certains de ces Compagnons n'ont pas connu de destinée particulièrement brillante. Gustave Barlot, sous-officier de carrière avant la guerre, s'engage dans la Légion étrangère en 1946, combat en Indochine et prend sa retraite au modeste grade sergent-chef. Laure Diebold a connu une humble carrière de secrétaire et de bibliothécaire tandis que Hugues Limonti a repris son activité d'artisan.

Brillantes réussites

Force est pourtant de constater que, pour ces rares exemples de stagnation sociale, ce sont les brillantes réussites qui l'emportent.

Dans le domaine politique, certaines carrières sont exceptionnelles. André Bouulloche, adhère à la SFIO à la fin de la guerre. Il est directeur du cabinet du président du Conseil Paul Ramadier en 1947, fonction qu'il prolonge l'année suivante au ministère de la Défense. En 1953, on le retrouve à la tête d'une direction du ministère de l'Air, puis, en 1955, à celle des Travaux publics au Maroc. En 1957, il dirige le cabinet de Maurice Bourgès-Maunoury (polytechnicien et Compagnon comme lui), alors président du Conseil, avant d'être nommé, en 1958, ministre délégué à la Présidence du Conseil. Sa carrière connaît son couronnement en 1958 lorsqu'il devient ministre de l'Éducation nationale du général de Gaulle. Parallèlement, il est maire de Montbéliard de 1965 à 1978, député du Doubs en 1967 à 1978 et siège à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de 1973 à 1978.

Son camarade de parti Christian Pineau connaît un destin comparable : il est député SFIO de la Sarthe de 1946 à 1958 et conseiller général du même département de 1955 à 1979. Dans les années 1950, Pineau est neuf fois ministre : Ravitaillement (1945-1946), Travaux publics et Finances (1947-1950), puis Affaires étrangères dans les cabinets Mollet, Bourgès-Maunoury et Gaillard (1956-1958). À ce titre, l'ancien résistant martyrisé par Klaus Barbie et devenu un ardent partisan de la construction européenne, a l'honneur de négocier et de signer pour la France le traité de Rome en mars 1957. Son opposition au retour du général de Gaulle met un terme à sa carrière politique au plan national même s'il conserve son siège de conseiller général de la Sarthe. Il conduit alors une belle carrière privée comme président directeur général, entre 1963 et 1970, de France-Villages et de France-Motels tout en connaissant un beau succès d'écrivain, mêlant aussi bien les ouvrages sur l'actualité internationale que les livres pour enfants.

Même si elle est moins brillante l'activité politique de Charles Serre est exemplaire de celle de nombre d'anciens résistants : tout en dirigeant le journal *Résistance*, il siège à l'Assemblée consultative provisoire (1945-1946) et à la Haute Cour lors des procès Darnand et Laval. De 1946 à 1951, il est député MRP d'Oran et vice-président du Conseil général de la Dordogne jusqu'à sa mort en 1954. Gaston Vedel, tout en n'ayant jamais occupé de fonctions électives (il dirige plusieurs escales d'Air France à la fin des années 1940), présente une autre forme d'engagement politique, celle de l'anticommunisme des années de guerre froide : en 1954, il adhère à l'organisme Paix et Liberté dont il est responsable pour la région lyonnaise.

La haute fonction publique fut largement investie par les Compagnons de la Libération. Edmond Debeaumarché est directeur adjoint du cabinet du ministre des PTT et termine sa carrière en qualité d'Inspecteur général au ministère des Anciens Combattants. Noël Riou est directeur adjoint de la police municipale de Paris et prend sa retraite comme directeur honoraire à la Préfecture de police de Paris. Jacques Brunshwig-Bordier occupe de hautes fonctions administratives au ministère de l'Air, puis au ministère de l'Intérieur. Il est ensuite directeur de cabinet du ministre de l'Information Louis Terrenoire (1960-1962) et achève une brillante carrière publique comme chef de l'Inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur avant de prendre la présidence du conseil d'administration des Houillères du bassin de la Loire. Pierre Julitte est directeur de cabinet du gouverneur de Rhénanie-Palatinat de 1945 à 1948 et membre de la Haute-Commission alliée pour la province de Trèves de 1948 à 1951 avant de s'orienter vers le secteur privé où il connaît la même réussite à la tête de diverses sociétés. Albert Lebon, après avoir été membre de la délégation française à l'ONU à (1947-1955) exerce différentes fonctions, notamment à la direction générale des Aéroports de Paris.



**CHRISTIAN PINEAU
(1904-1995)**



**CLAUDE BOURDET
(1909-1996)**



RÉMY ROURE (1885-1966)

L'ordre militaire fait toutefois exception dans ce tableau. Alors que nombre de Compagnons issus des FFL connurent de brillantes destinées militaires jusqu'à exercer, vers 1970, un véritable magistère au sein des Armées, ces carrières sont exceptionnelles parmi les Compagnons déportés. On ne trouve parmi eux que trois généraux : Maurice Guillaudot (Gendarmerie) ; Pierre Dejussieu-Pontcarral qui, par une facétie de l'histoire, est l'adjoint, de 1957 à 1958, du général allemand Hans Speidel, l'ancien chef d'état-major du groupe d'armées B en 1944, devenu commandant des Forces Centre-Europe de l'OTAN ; François Boquet qui termine une belle carrière d'active comme inspecteur de l'Arme blindée cavalerie en 1973.

Dans le secteur privé, émerge la figure de Pierre Lefaucheu, le premier PDG de la Régie Renault nationalisée dont il contribue à faire une vitrine de l'État stratège et modernisateur des Trente Glorieuses. Pierre Lefaucheu décède d'un accident de voiture en 1955 au volant d'une Frégate, le dernier modèle de la marque au losange.

Le secteur des médias fut particulièrement investi par les résistants après la guerre. Claude Bourdet, que rien ne prédisposait à ce type de carrière (il était ingénieur avant la guerre) est directeur général de la Radiodiffusion française (1945-1946) avant d'animer diverses revues : en 1945, il fonde *Socialisme et liberté* avec Marceau Pivert et Henri Frenay ; il dirige ensuite *Octobre, Combat* (dont il rédige plus de quatre cents éditoriaux), puis participe à l'aventure de *France Observateur* et de *Témoignage Chrétien*. Figure majeure de la gauche non communiste, pacifiste et anticolonialiste des années 1950-1960, il dénonce l'usage de la torture en Algérie, rejoint le PSU en 1960 et est conseiller municipal de Paris de 1959 à 1971. Rémy Roure avait entamé dès avant la guerre une carrière de journaliste à *L'Éclair* et au *Temps*. Il la poursuit brillamment après 1945 au *Monde*, où il est éditorialiste jusqu'en 1952, puis au *Figaro* et au *Figaro Littéraire*. En 1957, il reçoit le Prix Pelman de la presse et mène également, sous le pseudonyme de Pierre Fervacque, une belle carrière d'écrivain.

Une camaraderie d'armes ?

La plus belle illustration de ces brillantes destinées est fournie par le touche-à-tout Joël Le Tac. Il connaît d'abord la réussite dans le secteur privé (parfum, couture, alimentation), puis se porte volontaire, en 1952, pour combattre au sein du bataillon français en Corée. À son retour, il amorce une carrière de grand reporter à *Paris-Press*, le quotidien fondé en 1944 par Philippe Barrès et Eve Curie, puis à *Paris Match* et au *Temps de Paris* pour lequel il couvre la guerre d'Algérie. Le retour du général de Gaulle lui ouvre les portes de la politique : il est député UNR de Paris sans interruption de 1958 à 1981. Le retour de la gauche au pouvoir lui fait perdre son siège (que lui

ravit le socialiste Bertrand Delanoë en juin 1981), mais ne met pas un terme pour autant à son activité publique puisque François Mitterrand le nomme à la tête de l'Institut national de l'audiovisuel (1981-1983). Il préside également le Conseil international des Radios et Télévisions d'Expression francophone (CIRTEF) en 1981-1982.

Les éléments d'explication de telles réussites sont nécessairement de plusieurs ordres. En premier lieu, s'imposent les origines sociales du groupe. Les Compagnons déportés, comme d'ailleurs les Compagnons pris dans leur ensemble, ne sont en rien représentatifs de la société française et forment un groupe à part, socialement et culturellement très élitiste. On peut donc supposer que ces brillantes carrières sont largement déterminées par les origines dans une France où l'enseignement secondaire et supérieur n'avait pas encore été démocratisé. La guerre et l'engagement dans la Résistance ont sans doute infléchi le cours de quelques parcours de vie (Claude Bourdet, Joël Le Tac), mais l'étude des carrières avant et après la guerre laisse penser que la plupart de ces destinées n'auraient sans doute guère été différentes. Reste à discuter l'hypothèse d'une camaraderie d'arme qui se serait prolongée après la guerre à travers maints réseaux d'influence et qui aurait encore amplifié ce phénomène de domination sociale et politique. L'état de l'historiographie ne permet pas de trancher ce débat. Reconnaissons toutefois que le thème gaullien de la « faillite des élites » s'en trouve relativisé. Si les élites françaises de 1940 n'ont pas massivement rallié la France Libre ou la Résistance intérieure, leurs enfants l'ont fait dans des proportions étonnantes et en payant chèrement le prix du sang.



Le général de Gaulle lors de l'inauguration du Mémorial de la France Combattante le 18 juin 1960 © Mont-Valérien